

György Lukács

*Chroniques
de Hongrie,
1920-1921*



dans Proletár.

Traduction de Jean-Pierre Morbois

Sous le titre *Chroniques de Hongrie 1920-1921*, nous présentons six articles relatifs à la situation en Hongrie ces années-là, publiés en hongrois dans *Proletár*, revue du Parti des Communistes de Hongrie éditée à Vienne où Lukács vit en Exil

Ils sont tirés du recueil *Revolution und Gegenrevolution, Politische Aufsätze II*, [Révolution et Contrerévolution, Essais Politiques II, Darmstadt & Neuwied, Luchterhand, 1976

- *Störung des Festes* [La fête est gâchée], pp. 91-95. Il a été publié pour la première fois en hongrois sous le titre *Ünnepontás* dans *Proletár*, Vienne, 1^{ère} année, 16 septembre 1920, pp. 9-10.
- *Der weiße Terror und die Unabhängigen* [La terreur blanche et les indépendants] pp. 111-121. Il a d'abord été publié en hongrois sous le titre *A fehér terror és függetlenek* dans *Proletár*, Vienne, 1^{ère} année, 7 octobre 1920, pp. 7-9.
- *Der Versuch der Konsolidierung* [La tentative de consolidation], pp 154-160. Il a d'abord été publié en hongrois sous le titre : *A konszolidáció kísérlete* dans *Proletár*, Vienne, 1^{ère} année, 14 novembre 1920, pp. 5-6.
- *Wer spekuliert?* [Qui spécule ?] pp. 182-188. Il a d'abord été publié en hongrois sous le titre *Ki spekulál* dans *Proletár*, Vienne, 1^{ère} année, 25 novembre 1920, pp. 5-6.
- *Frau General Bodó* [Madame Général Bodó], pp. 195-198. Il a d'abord été publié en hongrois sous le titre *Bodóné generális* dans *Proletár*, Vienne, 30 décembre 1920, p. 5.
- *Die Ungarische Krise konsolidiert sich* [La crise hongroise se consolide], pp. 257-262. Il a d'abord été publié en hongrois sous le titre *állandósul a magyar válság* dans *Proletár*, Vienne, 2^{ème} année, 24 mars 1921, pp. 3-4.

Toutes les notes de bas de page sont du traducteur. Elles visent à présenter brièvement au lecteur les différents personnages cités, et de situer ces articles dans leur contexte historique

Le traducteur attire l'attention du lecteur sur le fait que ces textes sont des traductions (de l'allemand en français) de traductions (du hongrois en allemand). Il y a donc un risque de cumuls de contresens, qui pourrait expliquer le manque de clarté de certains passages.



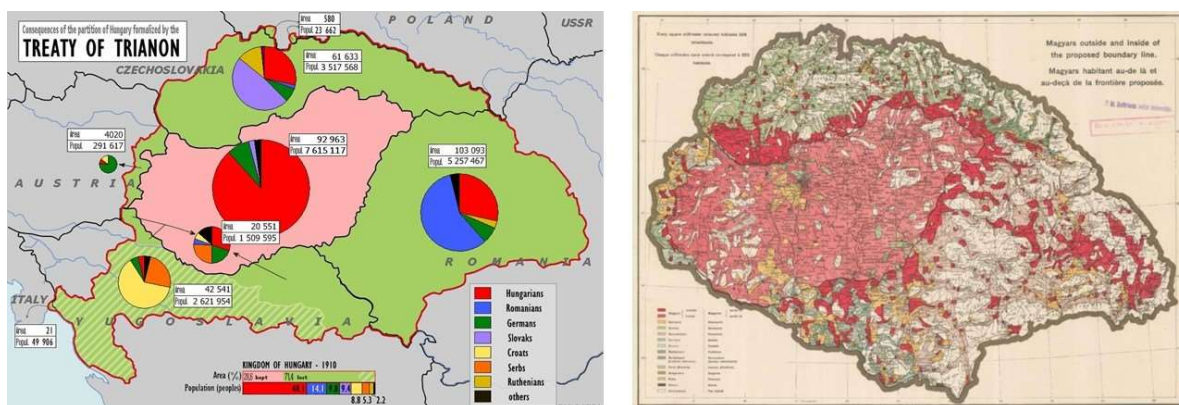
A handwritten signature of Georg Lukács in cursive script. The signature is written in dark ink on a light-colored background. The name 'Georg Lukács' is clearly legible.

Georg Lukács (1885-1971)

Réfugié à Vienne après la chute de la République des Conseils, Lukács écrit quotidiennement des articles politiques pour la presse communiste. La révolution a échoué en Hongrie, et la responsabilité en incombe très largement, selon Lukács, aux sociaux-démocrates, accusés de trahison, avec lesquels les communistes s'étaient alliés, mais la foi révolutionnaire reste intacte. Le capitalisme tente de se maintenir par la terreur, mais les échecs du mouvement ouvrier sont riches d'enseignements, ils font progresser la conscience de classe du prolétariat et la victoire finale reste proche.

Ses analyses des rapports de classes, des idéologies qui s'y développent, montrent que la terreur n'est pas seulement le fait d'officiers radicalisés, mais qu'elle peut aussi recueillir le soutien de certaines couches de la population, et tracent déjà les contours d'un phénomène qu'on ne tardera pas à désigner comme « fasciste ».

La Hongrie en 1920



Toute cette région d'Europe Centrale et des Balkans se caractérise par des mélanges de populations coexistant sur les mêmes territoires. Les traités qui ont conclu la première guerre mondiale et procédé au dépeçage de l'Empire Austro-Hongrois ont cherché à créer des États-Nations. Le traité de Trianon a fait perdre au Royaume de Hongrie plus de 70% de sa superficie d'avant 1914, et a laissé en dehors de ses frontières d'importantes populations hongroises, notamment dans le sud de la Slovaquie et en Transylvanie, y compris dans des zones où elles étaient majoritaires.

La fête est gâchée.

L'émigration est-elle unitaire ? Tant à Vienne qu'à Budapest aussi, on dit qu'elle l'est. Les bourreaux bornés de la terreur blanche voient seulement que ceux qui ont échappé à leurs griffes nourrissent à leur égard une haine mortelle, qu'ils veulent abattre leur règne de terreur. À leurs yeux, l'émigration est donc unitaire – et comme à Budapest, le mot *communiste* diffuse le plus de terreur, elle est unitairement *communiste*, la feuille de boulevard des Göndör¹ est *communiste*, même le brave Garami² est lui-aussi un *communiste*. Mais à Vienne aussi, la plupart des gens considèrent l'émigration comme unitaire. Les hommes malheureux qui viennent d'échapper à la mort, qui se battent amèrement avec l'incertitude et la misère de l'émigration, concentrent comme on peut le comprendre toutes leurs pensées sur *quand* et *comment* ils pourront au plus vite retourner au pays. Et comme il n'y a qu'*un seul* obstacle à ce retour, Horthy et la terreur blanche, on peut imaginer que tous doivent être solidaires, qu'on doit mettre de côté toutes les différences qui divisent, on doit ensemble lutter contre Horthy et la terreur blanche – nous aurons du temps pour les luttes entre partis et groupes dès que nous les aurons renversés.

Avec cette opinion générale qui, de *Uj Nemzedék* [Nouvelle Génération] à *Világosság* [La lumière], est représentée avec des paroles et pour des raisons différentes, nous seuls, communistes, ne sommes pas d'accord. D'un côté, nous ne sommes pas d'accord avec l'unitarisme tel qu'on le voit de Budapest. Même si la terreur blanche nous place sous les mêmes potences, nous ne nous déclarons pas sous la potence

¹ Ferenc Göndör (1885-1954), rédacteur en chef de *Az Ember* [L'homme]

² Ernő Garami (1876-1935) homme politique hongrois, social-démocrate, Ministre de la justice dans le gouvernement Peidl (dirigeant social-démocrate, dernier premier ministre, du 1^{er} août 1919 au 6 août 1919 de la République des Conseils.)

le moins du monde solidaires des traîtres de la lutte de classes. De même que nous ne considérons pas comme des martyrs du prolétariat les malheureux qui ont négligé de fuir ou ont tenu cela pour superflu, mais seulement ceux qui consciemment et courageusement sont morts pour la cause, de même nous ne considérons pas non plus comme nos camarades de combat ceux qui ont été exclusivement poussés à l'émigration par la fureur non sélective de la terreur blanche. Nous ne serons jamais et en aucune circonstance et sous aucun point de vue solidaires de Monsieur Peyer,³ – nous ne sommes uniquement solidaires que des « coupables » qui, à son avis, devaient « expier ». Mais nous nous opposons aussi à l'unification qui serait dirigée contre Budapest. Non pas que nous ne voulions pas renverser le régime d'Horthy. Bien au contraire. *Nous seuls* voulons en effet *vraiment* le renverser. (Cela, même les terroristes blancs le savent en dépit de leur sottise, et ce n'est pas un hasard qu'ils désignent tous ceux qu'ils craignent de notre nom, de *communistes*.) Nous seuls en effet savons comment renverser le règne de Horthy, comment mettre fin à la terreur blanche : par la dictature du prolétariat qui adviendra certainement, tôt ou tard, en raison de la crise économique hongroise, du développement révolutionnaire du prolétariat hongrois, et du cours de la révolution mondiale. Mais l'émigration n'est pas un bon terrain pour la pensée réfléchie et en même temps révolutionnaire, pour l'action révolutionnaire durable. L'état d'esprit de l'émigration balance entre des espoirs injustifiés et des humeurs sauvages de panique – et la formation socialdémocrate ne peut donner à ces oscillations que des paroles, elle ne peut donner qu'une expression, mais jamais une orientation. L'émigration voudrait conduire une « grande politique ». Elle compte sur une situation en politique étrangère où l'absurdité du régime de Horthy rebuterait

³ Károly Peyer (1881-1956) homme politique hongrois, social-démocrate, Ministre de l'intérieur dans le gouvernement Peidl

quelques « États démocratiques », que ceux-ci commenceraient à craindre l'impérialisme hongrois et aideraient l'émigration hongroise à retourner en Hongrie. Pour cela – à leur avis – il serait seulement nécessaire « pour la réputation de l'émigration », que l'émigration soit organisée unitairement, qu'il n'y ait aucune dispute entre partis, qu'on mette de côté toutes les différences, pour nous unir et faire corps contre Horthy.

Mais nous, communistes, nous sommes traditionnellement des gâcheurs de fête. Notre camarade Liebknecht a gâché pendant la guerre mondiale la belle fête de fraternisation de la social-démocratie allemande avec la bourgeoisie ; nous aussi avons gâché la fête joyeuse de la social-démocratie lorsque Kunfi ⁴ a – provisoirement – abandonné la lutte des classes pour six semaines. (Seulement, il a oublié de la reprendre.) Maintenant aussi, nous gâchons une fête. Maintenant aussi, nous disons : toute « paix civile » signifie la victoire de la bourgeoisie, la prolongation de la terreur blanche. Il n'est en effet pas vrai qu'il existe un État – excepté la Russie soviétique – qui veuille *effectivement* chasser Horthy de Hongrie. Fomenteur une petite conspiration, formuler une petite menace, conclure une petite alliance afin que Horthy n'ose pas commencer une guerre d'agression ? Oh oui, pourquoi pas ? À l'occasion une petite guerre pour une rectification de frontière, ou pour la joie de prendre sa revanche. Et pour cette raison, ils ne craignent pas le moins du monde de discuter avec l'émigration pour utiliser leur « réputation » à une agitation dans la Hongrie de Horthy. (Bismarck lui aussi a utilisé Klapka ⁵ contre l'Autriche). Mais

⁴ Zsigmond Kunfi (1879-1929), membre du parti social-démocrate, il fut commissaire du peuple de la République hongroise des conseils avant de s'en désolidariser et de démissionner. Georg Lukács lui a succédé.

⁵ György Klapka (1820–1892), général et un homme politique hongrois. Lors de la guerre austro-prussienne de 1866, il organise comme major-général prussien un corps hongrois en Silésie.

mener une guerre sérieuse pour vraiment renverser Horthy ? Seule la naïveté de l'émigration peut croire une chose pareille. Car tous pouvaient avoir assez d'entendement pour voir ou bien que le nouvel ordre continuerait Horthy, et veut donc préserver le capitalisme, l'exploitation dans l'agriculture, et devrait alors poursuivre la politique de Horthy, non seulement vers l'intérieur face au prolétariat, mais aussi vers l'extérieur – poursuivre vers l'intégrité territoriale (Kunfi & Co ont même accepté la dictature du prolétariat dans l'espoir qu'ils pourraient réaliser le mot d'ordre « jamais, plus jamais »), ou bien que les successeurs abandonnent la voie de Horthy, mais alors ils se retrouvent (qu'ils le veuillent ou non) sur le chemin qui mène à la dictature du prolétariat.

Je le répète : il faut que tous le sachent, mais l'émigration ne le sait pourtant pas. C'est pourquoi elle est une émigration, une émigration socialdémocrate, pour ne pas le savoir. Elle a ainsi l'espoir que l'on pourrait contourner la lutte de classes par une « grande politique » qui pourrait reproduire la belle époque de la révolution de Károlyi.⁶ Ils veulent à tout prix négocier, de même qu'ils avaient négocié à tout prix avec les employeurs et la police à l'époque des grèves révolutionnaires du monde ouvrier. Et en même temps, ils veulent négocier avec les capitalistes étrangers, parce que les étrangers croient actuellement aussi pouvoir avancer sans eux.

C'est assurément une erreur. On peut sans doute encore maintenir temporairement l'oppression en Hongrie sans les sociaux-démocrates. Mais la crise de la production est de plus en plus aiguë ; le prolétariat est de plus en plus conscient ; et la révolution mondiale se rapproche chaque jour et elle est de plus

⁶ Comte Mihály Károlyi de Nagykároly (1875-1955), homme d'État hongrois. D'octobre 1918 (Révolution des asters) à mars 1919 (proclamation de la République des conseils), il dirige la Hongrie comme Premier ministre puis comme président de la République.

en plus forte. Qui peut alors soutenir, sauver, l'oppression économique en Hongrie ? Qui d'autre que Garami dont les camarades s'efforcent au coude à coude de reconstruire le capitalisme mondial ? Qui d'autre que Kunfi & Co qui ensemble avec leurs camarades étrangers concentrent toutes leurs forces et toutes leurs capacités à restreindre la disposition du prolétariat au combat, à transformer sa confiance en soi en une léthargie, à décomposer ses rangs unitaires ? Qui d'autre que les alliés fraternels des Garami et Kunfi, qui par différents moyens, avec un partage remarquable des rôles, soutiennent l'Entente pour équiper sans encombre les ennemis de la Russie de tous les matériels militaires.

Un tel aveuglement n'est jamais durable. En ce qui concerne Garami, l'état d'esprit en Hongrie commence déjà à changer, et le soleil de Kunfi va peut-être aussi bientôt se lever à Lipótváros.⁷ Car sans eux, le capitalisme hongrois ne peut pas être sauvé, de même qu'aucun autre capitalisme ne peut être sauvé en ce vaste monde sans la socialdémocratie, et tous les capitalistes hongrois sauront un jour que Garami et Kunfi sont pour eux des soutiens plus fiables que Horthy et Héjjas.⁸ Ce jour n'est que différé, mais pas annulé. Tout au plus le cours de la révolution va-t-il en périmer la date. Mais la tendance qui mène dans cette direction, nous la voyons. Et comme nous la voyons, comme autrefois dans la révolution d'Octobre, dans la dictature du prolétariat, lorsque nous avons empêché la « paix civile » révolutionnaire préparée par le « national-bolchévisme », comme à la fin de la dictature lorsqu'à l'encontre de l'illusion de la remise en place du gouvernement des syndicats et de la démocratie, nous avons proclamé l'arrivée inévitable

⁷ Lipótváros : quartier de Budapest qui abrite le parlement et de nombreux ministères,

⁸ Iván Héjjas (1890-1950) Militaire hongrois, contrerévolutionnaire. Il a joué un rôle éminent dans les purges et les massacres anticomunistes et antisémites pendant la Terreur blanche entre 1919 et 1921.

de la terreur blanche, nous resterons les gâcheurs de la fête à l'encontre de l'unité de l'émigration. Les rêves d'unité des sociaux-démocrates signifient en effet toujours l'unité avec la bourgeoisie, même si elle apparaît dans leurs paroles comme l'unité du prolétariat, de l'émigration. Une paix civile est en préparation. Ils l'annoncent avec nous – ils aimeraient la conclure avec les capitalistes hongrois. Nous savons cela, et ce que nous savons, c'est gâcher la fête.

16 septembre 1920.



La terreur blanche et les indépendants.

Le soleil du « mars rouge » s'est couché : les Indépendants hongrois ne s'enthousiasment plus pour la révolution. Il semble (tout au moins à leurs yeux qui ne peuvent voir que des détails sortis de leur contexte, mais jamais les rapports véritablement grands) que la situation de la guerre sur le front russe ne pourrait plus osciller, que la chance dans la guerre ait tourné contre les russes. Ils rompent donc le silence et passent à l'offensive. Ils ont mandaté pour l'offensive Zoltán Rónai⁹ qui n'est pas seulement dans leur camp le seul homme qui dispose d'un savoir socialiste sérieux, mais aussi le seul qui – certes contre sa conviction – a servi honnêtement la cause de la dictature. On lui a ordonné de réfuter les « légendes » communistes qui ont été répandues au sujet des traîtres sociaux-démocrates. Voyons donc ce que Rónai peut dire dans son article.

Il faut le constater à regret : Même Zoltán Rónai accumule dans son article, long mais creux, des distorsions et des calomnies. Même lui ne peut pas un seul instant s'élever au-dessus des points de vue orduriers et subalternes de la démagogie socialdémocrate. Eh bien, la mauvaise cause peut aussi rendre sot et malveillant des hommes éduqués et honnêtes.

Je commence par quelques exemples. Rónai dit : « C'est précisément le socialdémocrate Kunfi qui, en opposition aux communistes, a indiqué les allègements trop importants accordés aux paysans riches. » C'est exact, il l'a mentionné. Mais Rónai sait très bien, son article prouve qu'il avait à sa disposition une littérature importante, ce que Kunfi a écrit dans cet article auquel il se réfère. Kunfi propageait en effet l'idée

⁹ Zoltán Rónai (1880-1940), dirigeant socialdémocrate hongrois, commissaire du peuple à la justice dans la République des Conseils, membre de l'Internationale 2 ½.

que les allégements que le gouvernement des conseils accordait aux paysans riches pour les neutraliser provisoirement (est-ce que cette politique était juste, c'est une autre question) *devaient aussi être accordés aux propriétaires immobiliers et aux représentants du capital productif*. Que Rónai présente cette question de la sorte en en ayant connaissance (et en le niant) est une preuve claire de sa malveillance. Venons-en à autre chose. À son avis, c'était une erreur funeste que Béla Kun ¹⁰ « refuse l'offre de paix de Smuts, ¹¹ *la main tendue* de l'Entente, comme pour un putsch, sans questionner le conseil de gouvernement. » Cela ne mérite pas le moindre commentaire. Quand Zoltán Rónai aujourd'hui, après de longs mois de négociations de paix avec la Russie, sachant que l'Angleterre pourrait, de la paix russe, espérer aussi des avantages économiques, voyant comment l'Angleterre conclut une paix avec la Russie soviétique, pense sérieusement que l'Entente était prête, en Avril 1919, à conclure une paix avec nous – alors il raye définitivement son nom de la liste des penseurs socialistes. S'il ne le croit pas (et je ne peux pas m'imaginer qu'il le croie sérieusement), et qu'il pose pourtant la question de la sorte, il dépose à nouveau un témoignage de ce qu'une mauvaise cause ne peut être défendue que par des mensonges et des calomnies.

Ce mensonge mêlé à de l'ignorance se manifeste le plus clairement dans l'examen de la fuite après la chute et de la terreur blanche. « Les dirigeants des communistes », écrit-il, « s'enfuirent à quelques exceptions près à un moment où la grande majorité des dirigeants sociaux-démocrates, malgré leur pressentiment de la victoire inévitable de la contre-révolution et de la persécution qui s'ensuivrait, restaient dans

¹⁰ Béla Kun (1886-1938) homme politique hongrois, principal dirigeant la République des conseils de Hongrie.

¹¹ Jan Christian Smuts (1870-1950), homme d'État sud-africain, membre du cabinet de guerre de Lloyd George à la fin de la guerre.

le pays, et quelques-uns n'ont pu plus tard rejoindre l'étranger qu'au péril de leur vie. » Autant d'affirmations, autant de calomnies. Premièrement, il n'est pas vrai que les dirigeants sociaux-démocrates (parmi lesquels Böhm, Weltner,¹² et leurs compagnons s'étaient mis en sécurité bien longtemps avant la chute, et les autres ont eu dans les premiers jours la joie d'appartenir à nouveau au cercle des ministres, secrétaires d'État ou tout au moins à leur entourage immédiat) prévoyaient la terreur blanche et ont pris en charge le gouvernement en martyrs. Vilmos Böhm par exemple a tenu aux commissaires du peuple incarcérés à la prison de la promenade Élisabeth, le visage rayonnant, un discours selon lequel le gouvernement Peidl¹³ se maintiendrait au moins cinq ou six mois. Le fameux train spécial communiste est lui-aussi une légende inexacte. Le jour de la chute, Béla Kun, Jenő Landler, et Ernő Pór sont partis en train spécial, le deuxième jour, Vágó et Pogány¹⁴ sont partis, les autres dirigeants soit sont restés au pays, soit n'ont pu fuir qu'au péril de leur vie.

Et au sujet de cette fuite, nous avons notre propre opinion que Béla Kun a déjà exposée en détail dans *Proletár*. Et je pense

¹² Vilmos **Böhm** (1880-1949) homme politique hongrois, social-démocrate, commissaire du peuple à la Défense. Jakab **Weltner** (1873-1936), homme politique socialdémocrate hongrois, journaliste, député

¹³ Après la défaite de l'armée rouge fin juillet 1919, le gouvernement révolutionnaire démissionne le 1^{er} août et Kun quitte la capitale. Le social-démocrate Gyula **Peidl** prend la tête du gouvernement et annonce l'annulation des mesures radicales les plus impopulaires, restaurant la propriété privée et fermant les tribunaux révolutionnaires, mais il est renversé dès le 6, date à laquelle l'armée franco-roumaine entre dans Budapest.

¹⁴ Jenő **Landler** (1875-1928), social-démocrate de gauche rallié au PCH, commissaire du peuple de la République des Conseils, membre du Comité Central depuis 1919. Ernő **Pór** (1889-1937) fondateur du parti des communistes de Hongrie. József **Vágó** (1887-1947) architecte, directeur de l'Office du logement et chef du Directoire de l'architecture sous la République des conseils. József **Pogány** (1886-1938), social-démocrate de gauche rallié au PCH, commissaire du peuple de la République des conseils

avoir le droit de la faire totalement mienne et de la signer dans la mesure où je suis resté au pays sur ordre du Parti, ensemble avec mon camarade Ottó Korvin,¹⁵ pour diriger le mouvement clandestin des communistes. Mais en dehors de nous restèrent aussi au pays Alpári, Hirossik, Hevesi, Rudas, Révai, Sallai,¹⁶ et beaucoup d'autres camarades encore. Et la rédaction du *Vörös Ujság* [Journal rouge] viennois, que Rónai – avec une démagogie socialdémocrate authentique – représente comme « politiciens du train spécial » qui, après s'être enfuis devant le danger, magnifient la terreur blanche, *était sans exception composée de ces hommes qui se sont longtemps cachés et combattant au péril de leur vie, sont venus à Vienne dans des circonstances difficiles*, pour y reprendre la lutte contre la contre-révolution internationale. Précisément pour cela, nous avons le droit de dire que ces camarades qui se sont enfui juste à temps devant la terreur blanche prévue par eux et *seulement par eux*, ont agi de manière juste du point de vue de la tactique révolutionnaire et de la morale révolutionnaire. Et non pas parce que – comme le dit Lénine – en cas de défaite, le premier devoir d'un parti révolutionnaire est de mettre sa direction en sécurité, mais parce que la direction du Parti communiste dans les conditions hongroises à Budapest n'aurait pu effectuer un

¹⁵ Ottó **Korvin** (1894-1919), membre du Comité central du PCH, chef politique du Commissariat du peuple aux affaires intérieures de la République Hongroise des Conseils, et à ce titre chargé de la mise en œuvre de la « terreur rouge ». Arrêté le 7 août 1919, au lendemain de l'effondrement de celle-ci alors qu'il entreprenait l'organisation illégale du Parti Communiste, il est emprisonné, torturé sauvagement, condamné à mort le 19 décembre 1919, et exécuté par pendaison le 29. cf. <http://amisgeorglukacs.org/2022/03/georg-lukacs-otto-korvin-1920.html>

¹⁶ Gyula **Alpári** (1882-1944), chef du Directoire de Presse de la République des Conseils. Il travailla ensuite au Komintern notamment en Allemagne. Janos **Hirossik** (1887-1950), Gyula **Hevesi** (1890-1970), ingénieur chimiste, László **Rudas** (1885-1950). En 1949, il critiqua sévèrement les positions de Lukács. József **Révai** (1898-1959), un des fondateurs du PCH. Imre **Sallai** (1897-1932) Envoyé en mission en Hongrie par Béla Kun, il fut arrêté, condamné à mort, et exécuté.

bon travail révolutionnaire. Si le parti communiste avait eu une organisation illégale, un ou deux dirigeants auraient été largement suffisants pour effectuer le travail que l'on pouvait faire auparavant et que l'on peut faire maintenant, et on peut même se demander si eux aussi n'auraient pas tôt ou tard été pris. (Le travail illégal en Russie n'est pas comparable à celui en Hongrie. Pour une part en raison de la taille du pays qui permettait, par exemple, qu'un dirigeant évacué de Moscou puisse, le cas échéant, puisse travailler tranquillement à Odessa, même si Rónai, qui a beaucoup dit quel problème stratégique la petite taille de la Hongrie causait à la Révolution, ne prend ici assurément pas non plus en considération la petite taille du territoire. Pour une part parce que tous les appareils de répression du tsarisme étaient faibles par rapport à ceux de la Hongrie d'aujourd'hui.) Nous voulons *travailler* pour la révolution. C'est pourquoi il était de notre devoir, lorsque le gouvernement des conseils a été renversé, d'aller promptement là où il est possible de travailler.

Toutes ces calomnies ne servent cependant qu'à donner une justification pour que notre plus grande bassesse, la « magnification » de la terreur blanche devant le monde ouvrier, apparaisse sous un éclairage encore plus répugnant. (À supposer qu'il lise le *Világosság*) Qu'en est-il donc de cette « magnification » ? Nous avons toujours dit et nous le disons aujourd'hui aussi : *Après la dictature du prolétariat, il ne peut y avoir que la terreur blanche*. Si le sentiment de son impuissance théorique ne rendait pas Zoltán Rónai aveugle et sourd à tous les contrarguments, il devrait alors en homme éduqué savoir que ce n'est pas une affirmation, mais une *constatation*. C'est une constatation qui est prouvée par la *Commune de Paris*, par le cas de l'Ukraine, de la Finlande, de la Bavière et de la Hongrie, qui peut aussi être prouvée par l'analyse scientifique des rapports de force et des déplacements des classes sociales,

et que nous aussi prouvons de cette manière. Rónai ne dit pas un mot contre notre démonstration. Il ne le peut d'ailleurs pas. Il expose en revanche la chose comme si nos constatations des faits n'étaient pas des constatations de faits, mais l'expression de nos souhaits. C'est une distorsion de l'état de fait, comme s'il reprochait à Marx et Engels, après avoir pensé que le monde ouvrier serait révolutionnarisé par leur oppression, leur exploitation, par la misère physique et intellectuelle, leur *souhaiteraient* cette misère et se réjouiraient tout simplement que les ouvriers puissent ainsi facilement être poussés à la révolution.

Et c'est là que nous voyons les racines du mal. Rónai et ses amis ont l'idée fixe que l'« idylle » démocratique, pendant et après la guerre, qui à elle seule n'aurait jamais conduit à la crise du capitalisme et ainsi à la lutte à mort entre la révolution et la contre-révolution, aurait été perturbée exclusivement par nous, les communistes ; que seule notre « impatience » et notre « démagogie » furent la cause de l'émergence de situations révolutionnaires. Rónai et ses amis redoutaient la révolution, ils la haïssaient et tremblaient dès qu'ils entendaient ce mot. De même que la bourgeoisie traitait les sociaux-démocrates d'« agitateurs sans conscience », de même ils répandent dans leur impuissance désolée leurs calomnies sur les communistes. Nous avons commencé à parler de la terreur blanche *à l'époque* de la dictature du prolétariat – à la même époque où les bureaucrates syndicaux et les autres frères d'armes d'aujourd'hui de Rónai parlaient au monde ouvrier de trains de produits de consommation et d'autres bonnes choses analogues, afin qu'il devienne infidèle à la dictature et forme un gouvernement démocratique. (Si Rónai est curieux de savoir ce qui a ensauvagé les fronts, ce qui a rendu le monde ouvrier mentalement incapable de se battre – la réponse est là.) Nous avons parlé pendant la dictature de la terreur blanche de même

qu'*avant* la dictature, nous avons parlé de la misère nécessaire et des privations de la période de la dictature, ce que Rónai, en fidèle lecteur du *Vörös Ujság* devrait inconditionnellement savoir, même s'il prétend aujourd'hui le contraire, de même que nous avons parlé à l'époque de la terreur blanche de la dictature du prolétariat à venir comme étant la seule *issue*. Tout cela est incompréhensible pour Rónai et ses amis. C'est incompréhensible, puisqu'ils ne peuvent pas voir scientifiquement la *nécessité objective* de la révolution, ni n'ont considéré comme obligatoire pour eux-mêmes le *commandement moral* de l'action révolutionnaire dans des situations révolutionnaires.

L'aggravation funeste des oppositions de classe qui conduit aujourd'hui dans toute l'Europe et bientôt dans le monde entier à la révolution, aucune « agitation » d'une personne ou d'un parti n'aurait pu la faire naître. Elle a été créée par l'évolution capitaliste qui a atteint son sommet dans la guerre mondiale. (Les maîtres d'école Rónai et ses amis traitent Lénine, Luxemburg, Radek, Pannekoek¹⁷ de fous et de démagogues, parce qu'ils ont affirmé cela d'avance, scientifiquement.) Après que l'aggravation des oppositions de classe a été causée par la crise du capitalisme, la question se pose : *quel est le devoir de l'homme politique prolétarien, du parti prolétarien, dans de telles situations ?* C'est là que nos chemins se séparent de ceux de Rónai et ses amis. Ils disent : les oppositions doivent être estompées, un heurt sérieux des classes sociales confrontées les unes aux autres devrait être évité. De même qu'avant la guerre, ils se cachaient la tête dans le sable et ne *voulaient* pas voir l'approche inévitable de la guerre mondiale impérialiste,

¹⁷ Karl **Radek** (1885-1939) révolutionnaire bolchevique, dirigeant du Komintern. Il meurt en prison après sa condamnation au deuxième procès de Moscou en 1937. Anton **Pannekoek** (1873-1960), astrophysicien et militant marxiste néerlandais. Exclu du Komintern en 1921 pour son gauchisme et son opposition à Lénine.

de même ils ont cherché pendant et après la guerre à « empêcher » la révolution par la même méthode. La guerre fut là en dépit de la sage prévision des Kautsky et Bauer – et même la révolution vint, bien qu'ils aient prouvé cent fois qu'elle ne devait et ne pouvait pas venir. Et comme la guerre *a trouvé le monde ouvrier non préparé par suite de leur tactique*, ils ont entrepris après la guerre et entreprennent tout pour que *le prolétariat entre dans la révolution sans se douter de rien et inorganisé pour la lutte*. Ce beau plan, nous, les méchants communistes, nous l'avons fait échouer parce que nous avons éclairé le monde ouvrier sur le fait qu'il devait régler le conflit – créé par la situation économique – et parce que nous lui avons enseigné comment il devait le régler. *C'est pourquoi* nous sommes aux yeux de Rónai et de ses amis des « agitateurs sans conscience », des « démagogues ». Face à cette accusation, nous nous tenons la tête haute. Au-delà, nous affirmons même, en effet, que le devoir élémentaire d'un parti prolétarien, d'un homme politique prolétarien est de révéler ouvertement, sans ménagement, à la classe ouvrière la situation de la lutte de classes et – justement grâce à la conscientisation – *d'aggraver les oppositions de classe*. C'est son devoir d'inoculer aussi profondément et radicalement que possible au prolétariat la conscience de la situation révolutionnaire objective, et de cette façon, par l'interaction de la situation de classe et de la conscience, qui se développent et s'aggravent réciproquement, préparer la victoire finale de la révolution. Nous ne surestimons pas notre propre rôle dans la révolution, comme le fait Rónai – de façon calomnieuse et malveillante. Nous ne croyons pas que nous avons fait la révolution. Mais nous croyons et agissons aussi de toutes nos forces pour cela, qu'il est tout à fait possible, dans la situation révolutionnaire *donnée*, de guider le prolétariat dans une direction révolutionnaire.

Pour cela est assurément nécessaire *la foi* en la victoire du prolétariat, la foi que cette victoire n'est possible que *par la révolution*. Les deux font défaut chez Rónai et ses amis. C'est pourquoi ils ne peuvent pas comprendre notre théorie (le marxisme), c'est pourquoi ils répandent des calomnies sur toutes nos paroles et actions. Pour pouvoir, *dans toutes les phases* de la révolution, voir le but final et les moyens, pour pouvoir, dans toutes les phases, voir *le chemin* qui mène à la révolution, à la victoire, il faut une foi inébranlable en la révolution et en la victoire finale de la révolution. Nous avons donc vu la dictature du prolétariat, nous voyons donc aujourd'hui la terreur blanche. Nous l'avons toujours su : le fait juridique de la dictature ne signifie pas encore la victoire du prolétariat, pas du tout même, en soi, une voie sûre vers la victoire. La dictature ne conduit à la victoire que dans le cas où le prolétariat *sait* que la force pour obtenir la victoire est entre ses mains, s'il peut et veut aussi – avec cette conscience – utiliser les moyens qu'il a entre les mains. En dépit de tous nos efforts, cela manquait dans la république hongroise des conseils grâce aux sociaux-démocrates. C'est pourquoi *elle devait chuter*. Et maintenant, au milieu de la fureur de la terreur blanche, nous le savons : la terreur blanche, elle aussi, n'est qu'une phase de la lutte de libération du prolétariat, et elle *peut devenir* une phase de préparation de la victoire proche, si le monde ouvrier comprend que *le moment où* l'ordre étatique de la production capitaliste et de la bourgeoisie sera finalement renversé ne dépend que de lui, du développement de sa conscience de classe. Car la crise ultime est là. Le monde ouvrier doit simplement savoir qu'elle est là – et qu'il n'est plus possible que le capitalisme subsiste plus longtemps. Cela, la politique et la propagande de Rónai et de ses amis l'empêchent. C'est pourquoi ils sont des traîtres à la cause du prolétariat. Car par suite de leur politique, le combat décisif inévitable est différé, la bourgeoisie a le temps et la possibilité

de se préparer à ce combat, tandis que ce silence rend éventuellement le prolétariat moins apte au combat. Tout ce qui développe le prolétariat en direction de la conscience révolutionnaire est utile dans l'intérêt de la victoire de la cause. (Y compris même la terreur blanche.) Tout ce qui en l'occurrence perturbe et fait reculer le prolétariat est dommageable et dangereux. (Y compris les « succès » anglais les plus beaux et le plus pacifiques.) La révolution est un processus objectif que par l'action, nous pouvons cependant plus ou moins accélérer ou freiner : C'est ce que Rónai et ses amis ne peuvent pas et ne veulent pas comprendre. C'est pourquoi toutes leurs paroles et actes sont un danger pour l'ultime lutte de classe de la classe ouvrière, c'est pourquoi il est inévitable qu'ils sabotent la révolution avant, pendant, et après la dictature du prolétariat. Et Rónai, qui tire avec zèle des citations de nos camarades russes, passe sous silence le fait que la seule chose qu'ils nous reprochent, c'est d'avoir mis en place la dictature conjointement avec eux, avec les sociaux-démocrates. Que le plus grand enseignement de la révolution hongroise, à leur avis, c'est l'impossibilité d'une unification avec les centristes, que la base pour les conditions qui ont été fixées aux indépendants allemands ¹⁸ a été l'application pratique des expériences faites avec les Rónai. De cela, Rónai ne dit naturellement pas un mot, et il le fait comme si les russes avaient tout simplement attribué la chute du gouvernement des conseils à la faible dimension du territoire de la Hongrie. Nous comprenons pourquoi Rónai ment ici par son silence : il parle en effet maintenant sur ce ton parce que Moscou leur a devant eux, devant les grands maîtres de la porte de derrière, définitivement fermé la porte au nez.

Dans cette lutte en effet, tous ceux qui ne favorisent pas cette lutte sont *les ennemis* du prolétariat. Rónai et ses amis sont ses

¹⁸ Le présent article a été écrit quelques jours avant le congrès de l'USPD à Halle, où la majorité décide de rejoindre le KPD.

ennemis, et ont été ses ennemis les malheureux camarades qui pourtant sont tombés victimes de la terreur blanche. Et cela ce n'est pas non plus au temps de la terreur blanche que nous le disons pour la première fois, puisse Rónai s'en souvenir, car je l'ai dit à une séance du conseil de gouvernement : « Je suis prêt à tout supporter pour la révolution, cela ne me ferait rien d'être pendu – mais je ne voudrais pas être pendu entre Sandor Vincze et Bernát Kondor. ¹⁹» Ce que je disais autrefois, je le dis aussi aujourd'hui. Seul peut être un martyr celui qui meurt *pour la cause*, pour la cause de la révolution. Celui-là n'est pas un martyr qui est surpris par le destin révolutionnaire comme par un accident, comme une tuile qui lui tombe sur la tête. N'est pas non plus un martyr celui qui, pendant toute la dictature, l'a sabotée (comme le malheureux Béla Somogyi ²⁰) et est resté dans la Hongrie de la terreur blanche *en ayant pleine conscience de ses propres mérites*, même quand la terreur blanche n'a pas voulu reconnaître ses mérites dans la chute de la dictature. Seuls peuvent être inclus dans la noble série des noms d'Ottó Korvin, Sandor Krammer, des Latinka, des Márton Vada, Gábor Kohn ²¹ les vrais héros convaincus de la révolution.

¹⁹ **Sándor Vincze** (1886-1946), chef du Comité populaire de la capitale pendant la République hongroise des Conseils, arrêté le 13 août 1919, mais libéré le 25 août. Il émigre alors à Vienne. **Bernát Kondor** (1884-1942), membre socialdémocrate du gouvernement de la République hongroise des Conseils.

²⁰ **Béla Somogyi** (1868–1920), rédacteur en chef du journal socialdémocrate *Népszava*, assassiné lors de la terreur blanche.

²¹ **Sándor Krammer** (1898-1920) militant communiste, procureur du Tribunal révolutionnaire de Budapest et commissaire politique de l' Armée rouge. Réfugié en Yougoslavie, il en est extradé, condamné à mort et exécuté.

Sándor Latinka (1886-1919) militant du mouvement d'occupation des terres du comté de Somogy, créateur du conseil départemental de l'économie populaire. Assassiné par des officiers blancs.

Márton Vadas (1900-1920) militant du PCH. Réfugié en Autriche, il retourne en mission en Hongrie où il est arrêté, torturé, et assassiné.

Gábor Kohn (1896-1920) militant du PCH, organisateur de l'armée rouge Réfugié en Autriche, il retourne à plusieurs reprises en mission en Hongrie où il est arrêté et assassiné.

Là aussi, sont les ennemis du prolétariat tous ceux qui l'ont bercé d'illusions mensongères, qui ne lui ont pas exposé la situation sans ménagement, qui n'ont pas cherché à *tirer des enseignements pour le futur* de ses tortures inhumaines. Il ment, celui qui prétend que les tortures surhumaines de ceux qui vivent en Hongrie lui font plus de peine qu'à nous, qui prétend qu'il veut plus que nous abréger ces tortures. Mais il ment cent fois, celui qui présente la terreur blanche au monde ouvrier comme un épisode qui s'est produit par suite du crime de quelques-uns, dont il y a des issues vers des situations « normales ». Il ment cent fois, comme les Kautsky ont menti pendant la guerre, lorsqu'ils ont attribué la guerre à la mégalomanie de quelques hommes, cherché des « coupables » espéraient, en évitant les « erreurs », pouvoir aller vers les situations « normales » de paix. La paix est là – et la moitié de l'Europe est en flammes. La paix est là – et l'on prépare à l'échelle mondiale de nouvelles guerres impérialistes. Et si le monde ouvrier ne comprend pas bientôt qu'il faut faire ce qu'il aurait dû faire en 1914, ce qu'ils auraient même fait s'il n'avait pas été égaré par les Kautsky : transformer la guerre impérialiste en guerre civile, nous nous retrouverons bientôt confrontés à une nouvelle guerre mondiale. C'est ainsi que Rónai et ses amis mentent en ce qui concerne la terreur blanche. Et si le monde ouvrier torturé à mort les écoute et n'écoute pas la vérité – alors la terreur blanche momentanément « suspendue » sera relayée par une nouvelle terreur blanche. Horthy ou Noske : la différence n'est pas grande, ce n'est en aucun cas une différence principielle. Et nous ne devons pas souhaiter qu'après Héjjas, ce soient Böhm ou Peidl qui fassent massacrer les ouvriers hongrois.

7 octobre 1920.



La tentative de consolidation.

La terreur blanche veut à nouveau se consolider. Cette fois-ci, les Purs²² et les émigrés à demi-bourgeois ne sont pas les seuls assurés de pouvoir échanger leurs petites affaires à l'étranger contre des affaires grandioses comme ministres ou secrétaires d'État ; ce ne sont pas seulement les sociaux-pacifistes des pays voisins qui respirent en raison de la lueur d'espoir que, en liaison avec la consolidation, cesse l'impérialisme aventuriste de Horthy, et fasse de la Hongrie un voisin pacifique. Les bruits les plus forts proviennent cette fois de Hongrie même – et cet effort de consolidation semble apparemment sérieux.

Au cœur des événements, il y a tout naturellement Albert Apponyi,²³ comme déjà depuis des mois, lorsque la formation du « grand cabinet » avait tracé la voie de la consolidation. À côté de lui, Gyula Andrassy²⁴ joue également un rôle, mais le déploiement du drapeau de la tendance « modérée », « libérale » ne s'arrête pas avec ces quelques « grands noms ». Le fait que Márton Lovászy²⁵ – le premier cercle de la réaction de la révolution d'Octobre – s'occupe déjà depuis longtemps de tels projets est un fait bien connu. Maintenant, il s'associe à son collègue « révolutionnaire » de ministère Tivadar Batthyány²⁶ qui, à la réunion du cercle du parti 48 le 23 octobre déclarait ouvertement que l'évolution hongroise suivait

²² Le texte allemand dit : *die Reinen* avec une majuscule, marque du substantif. Faut-il comprendre *purs* de tout engagement politique ?

²³ Comte **Albert Apponyi** (1846-1933) homme politique et diplomate, chef de la délégation hongroise à la signature du traité de Trianon (04/06/1920).

²⁴ **Gyula Andrassy** le jeune (1860-1929), homme politique hongrois, surtout connu comme chef de l'opposition pendant la Première Guerre mondiale

²⁵ **Márton Lovászy** (1864-1927), ministre du Culte et de l'Instruction publique du gouvernement Károlyi (fin 1918) et ministre des Affaires étrangères. Opposé à Horthy et à la terreur blanche.

²⁶ **Tivadar Batthyány** (1859-1931), ministre de l'Intérieur du gouvernement Károlyi fin 1918. Membre du Parti 48 (parti conservateur).

d'autres voies que celles espérées et constatées par les conspirateurs contrerévolutionnaires de la commune. Si tous les partis n'étaient pas solidaires, la « politique » serait devenue un terrain pour l'esprit de parti et le confessionnalisme. À la même réunion, István Apáthy²⁷ est allé encore plus loin, lui qui certes – justement rentré de son internement en Roumanie – se présentait ouvertement comme irrédentiste, mais ajoutait en complément : « Pour moi, le premier devoir d'une Hongrie irrédentiste, c'est que nous créions *enfin de l'ordre dans la Hongrie mutilée*. Avec l'ordre, avec la prévalence illimitée de la loi, tout le reste viendra aussi... alors, nous travaillerons et nous nous aimerons davantage les uns les autres. Nous sommes si peu nombreux que nous devons, non seulement pardonner le meurtrier du père, *mais aussi celui qui a une autre opinion*. Et le chrétien social Giesswein²⁸ ajoute : « Je ne suis pas partisan du christianisme de la police et de la gendarmerie, mais d'un christianisme qui propose l'amour et la liberté ! »

Indépendamment de ces déclarations, mais dans un rapport intérieur sérieux avec la nécessité qui les a provoquées, Rezső Rupert²⁹ a émis une interpellation à l'Assemblée nationale au sujet du meurtre du grand homme d'affaires Landau. Il est en rapport avec elles parce qu'avec lui s'expriment les mêmes classes sociales qui sont mécontentes de la manière dont s'exerce la terreur blanche actuellement, et qui, à partir de là, souhaitent obtenir le maintien de l'oppression des ouvriers, de la dictature bourgeoise par d'autres moyens plus « conformes à la constitution », plus « démocratiques ». Car – comme nous

²⁷ **István Apáthy** (1863-1922) zoologiste, membre du Parti 48. Commissaire du gouvernement de Transylvanie pendant la 1^{ère} guerre mondiale, il est arrêté par les Roumains en janvier 1919.

²⁸ **Sándor Giesswein** (1856-1923) religieux catholique, député, proche des sociaux-démocrates, opposé à la terreur blanche, à l'antisémitisme.

²⁹ **Rezső Rupert** (1880-1961) député du Parti des petits paysans.

l'avons déjà souvent exposé – la terreur blanche en Hongrie n'est pas une authentique dictature de la bourgeoisie. Elle ne l'est en vérité pas parce que l'ultra-violence qui a vocation à exercer la dictature n'est pas vraiment au service d'une classe, mais considère le maintien de l'« ordre » comme une fin en soi, comme moyen de subsistance et d'enrichissement qui, dans ses visées, a dû aller au-delà de la persécution des communistes, des ouvriers. L'ultra-violence de la terreur blanche a volé, extorqué et assassiné, pas seulement un Landau et compagnons analogues, mais *son ordre* s'est étendu aux conditions de vie du capitalisme : à la liberté de circulation, aux possibilités d'exploitation capitalistes de la production et du commerce. Dans la lutte pour le profit, l'ultra-violence commence à devenir un concurrent toujours plus dangereux pour les capitalistes (Grand capital, grande propriété foncière capitaliste) qui, en rapport au fait qu'ils évaluent comme brisée la possibilité d'un soulèvement de la classe ouvrière, considèrent de plus en plus les millions qui alimentent l'ultra-violence comme des dépenses d'exploitation inutiles et superflues. À cela s'ajoute encore que les ultraviolents, constitués en soi d'aventuriers et de membres de la lumpen-bourgeoisie, sont enracinés dans une seule classe : *la petite bourgeoisie urbaine*. Celle-ci voudrait, même si c'est confusément, d'une manière pratiquement irréalisable, *mettre en application des idéologies anticapitalistes*. Derrière l'idéologie de l'antisémitisme petit-bourgeois se cache en effet la haine du capital, qui certes dans la pratique ne peut absolument rien entreprendre contre le capitalisme, mais, s'il arrivait à dominer comme aujourd'hui en Hongrie, pourrait lui préparer de sérieux désagréments.

À côté de ces tendances, l'opposition d'intérêts entre la petite bourgeoisie rurale, les petits cultivateurs et les habitants des villes semble servir la consolidation. L'opposition qui parcourt

l'histoire du « cours »³⁰ depuis sa création est aujourd'hui plus aiguë que jamais. La classe qui était motrice dans la contre-révolution contre la Commune, qui était peut-être même la seule à représenter une véritable force, sent que ses désirs sont de moins en moins comblés par la domination chrétienne. La réforme de la propriété foncière se voit, en dehors de la libre circulation des céréales, à nouveau de la manière la plus aiguë, dans la question de l'armée. Les petits cultivateurs ont le sentiment que les millions qui ont été investis dans l'armée sont encore moins raisonnables et utiles que les capitalistes. Et cela à vrai dire pas seulement parce que le fait que cet armement devienne une fin en soi impacte aussi leurs intérêts vitaux, mais aussi parce que le but final de l'armée impérialiste de la grande Hongrie ne représente rien d'essentiel du point de vue de leurs intérêts de classe.

Mais cette alliance ne peut pas être durable. Le grand capital et la petite bourgeoisie rurale ne sont unis que par ce mécontentement. Peut-être s'allieraient-ils pour faire baisser le cours. Mais en cas de succès, ils se retrouveraient face à face de la même façon qu'ils sont maintenant confrontés au cours. Car tant le grand capital industriel que le grand capital agraire peuvent utiliser la petite bourgeoisie comme « masse de manœuvre » ; on ne peut prendre sa force en considération que pour mettre en minorité le monde ouvrier, ou si c'est nécessaire, le réprimer par la violence, dans la structure sociale, politique et économique, on ne peut pas donner voix au chapitre à la petite bourgeoisie. La petite bourgeoisie urbaine s'est aujourd'hui idéologiquement séparée du grand capital. Mais la petite bourgeoisie rurale montre simplement à l'égard de tout régime une résistance sourde. Elle est comme le simple chien dans l'écurie qui se couche sur le foin qui, pour lui, est immangeable, et qui ne laisse pas manger les chevaux.

³⁰ Allusion probable à l'inflation galopante qui sévit à cette époque.

Ainsi, l'« aide » des petits cultivateurs représente pour la grande bourgeoisie davantage une charge qu'une aide authentique. Un danger encore plus grand se cache pour elle dans le fait que les couches de *desperados* de la petite bourgeoisie urbaine sont aussi prêtes à soutenir le nouveau développement. C'est István Friedrich³¹ qui a le plus fortement approuvé l'interpellation de Ruppert. Il a promis que ce n'était que le premier acte des révélations et que les bonnes ne viendraient que maintenant, que quand il aurait pris les choses en main. Et avec ce « soutien », la consolidation est définitivement morte. L'idéal du grand capital et de la grande propriété foncière, est en effet l'« État de droit » d'avant-guerre (comme pour les sociaux-démocrates indépendants et dépendants). C'est l'État où tout la puissance économique et politique décisive est entre leurs mains ; dans lequel la petite bourgeoisie urbaine et rurale donne ses voix, docilement et sans contredire, et dans lequel il y a une ultra-violence « non politisée » ; dans lequel la simple existence de l'ultra-violence (sans que l'on doive l'appliquer) suffit à brider le prolétariat ; dans lequel ainsi l'ultra-violence reste inconditionnellement à la disposition des classes dirigeantes. Cette restauration est impossible dans la situation actuelle des rapports de classe. Pas seulement parce que le monde ouvrier ne peut être réprimé que par la violence brute, et l'ultra-violence employée à cela s'autonomise, mais principalement parce que ni la petite bourgeoisie urbaine, ni la petite-bourgeoisie rurale n'acceptent plus d'être à la remorque du grand capital, et qu'il n'y a plus de masses sans aucune conscience de classe sur lesquelles cet État placé au-dessus des classes pourrait s'appuyer. L'absence d'espoir que représente cette situation pour les tentatives de restauration se manifeste moins dans la résistance ouverte des couches petites bourgeoises que dans le fait qu'elles aussi soutiennent la nouvelle

³¹ István Friedrich (1883-1951), premier ministre de Hongrie, du 06/08/1919 (après la fin du gouvernement Peidl) au 24/11/1919, puis ministre de la défense.

évolution. Apponyi voudrait une terreur blanche légale – selon le modèle de Munich – sans Prónay, Osztenburg & Co. Le fait qu’il n’y ait eu aucune ultra-violence réelle qui se soit opposée à elles, que la Hongrie d’aujourd’hui est inimaginable sans Prónay se voit le plus clairement dans le fait que Friedrich (et vraisemblablement Horthy, Bibó, Osztenburg)³² le soutiennent en cela – et Apponyi ne pourra jamais se débarrasser de ce soutien. C’est ainsi que toute la tentative de consolidation est restée (et restera aussi) un simple changement de personnes derrière lequel se cachent cependant, comme nous l’avons vu, de réels intérêts de classe. Ceux-ci ne peuvent cependant pas se réaliser, même si la situation actuelle semble mener dans cette direction. Lorsque les troupes russes se trouvaient à l’été à proximité de Lemberg³³ et de Varsovie, l’instant approprié était venu pour la politique de desperado de la France d’entreprendre la tentative d’engager des troupes hongroises aux côtés de Wrangel, Petlioura, et Savinkov.³⁴ (Le soutien affiché à la terreur blanche était alors possible). Mais comme le danger n’est plus à proximité immédiate, la contre-révolution doit rechercher à créer un lien solide entre les parties de l’ancienne monarchie austro-hongroise qui, dans le cas d’une attaque russe, dans le cas d’un effondrement et d’une soviétisation de la Pologne blanche, serait capable d’une résistance sérieuse. Le premier signe précurseur du réveil de l’ancienne monarchie a été la conférence du Danube.³⁵ Quoi

³² Pál **Prónay** (1874-1947) Gyula **Osztenburg**-Morawek (1884-1944) officiers responsables de la terreur blanche. Dénes **Bibó** (1896–1980)

³³ **Lemberg**, ville de Galicie austro-hongroise, polonaise (Lvov) entre les deux guerres, aujourd’hui Lviv (Ukraine)

³⁴ Piotr Nikolaïevitch **Wrangel** (1878-1928) général russe, commandant en chef des armées blanches du Sud durant la guerre civile russe. Symon **Petlioura** (1879-1926) Nationaliste ukrainien. Boris Viktorovitch **Savinkov** (1879-1925) Socialiste révolutionnaire, chef d’une « armée populaire russe » alliée aux Polonais contre la Russie soviétique.

³⁵ Conférence internationale pour l’établissement du statut définitif du Danube: tenues à Paris du 2 août au 16 novembre 1920.

d'autre signifie donc l'internationalisation du Danube (c'est-à-dire son utilisation illimitée et incontrôlée par le capitalisme de l'Entente), avec Budapest comme siège, *si ce n'est le réveil de la monarchie autrichienne avec la Hongrie pour centre*, même si les formes constitutionnelles sont différentes ?³⁶ Ce plan a provisoirement échoué en raison de la résistance de la Petite Entente,³⁷ notamment celle de la Roumanie. La Roumanie, la Yougoslavie, et la Tchécoslovaquie savent très bien que ce plan signifierait sous peu la perte de leurs nouvelles acquisitions³⁸ – et la Petite Entente est née pour empêcher cela et pour assurer le statu quo après la guerre. Ce statu quo se fracasse naturellement au sein de chaque pays sur la résistance des classes et des nationalités, et dans une perspective internationale sur la nécessité de l'unité économique de l'Europe centrale. Mais si la Petite-Entente est une formation tout aussi précaire que la Hongrie de Horthy d'aujourd'hui, alors la solidarité contrerévolutionnaire de l'Europe centrale est tout aussi une utopie que le règne légal des blancs en Hongrie. Les « soutiens » révèlent la aussi de la façon la plus claire la représentation utopique. Maintenant circulent en effet des nouvelles selon lesquelles la Pologne et la Hongrie pourraient adhérer à la Petite-Entente, *c'est-à-dire que la Hongrie de Horthy devrait soutenir les États successeurs au cas où l'irrédentisme attisé par Horthy menacerait leurs nouvelles acquisitions et leur existence*. Cette idée est tout aussi sensée et prometteuse de réussite que le nouvel ordre légal hongrois qui doit naître avec le soutien d'István Friedrich.

³⁶ Après la chute de la République des Conseils, la Hongrie redevient un royaume, mais les prétentions de l'ancien empereur d'Autriche et roi de Hongrie sous le nom de Charles IV sont écartées, et l'amiral Horthy devient « régent » d'un royaume sans roi.

³⁷ La Petite Entente est l'alliance conclue durant l'entre-deux-guerres entre la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie, sous l'égide de la France.

³⁸ cf. p. 4 notre note sur les frontières de la Hongrie après le traité de Trianon.

La consolidation reste ainsi, prévisiblement, un vœu pieux. C'est en vain que l'Entente espère, par la ratification extorquée du traité de paix, favoriser les deux objectifs, si elle démobilise une partie significative de l'armée blanche. Tous savent (et l'armée blanche mieux que personne) que rien n'en sort, et que rien ne peut en sortir. Si les blancs allemands, au cœur d'une révolution qui n'est pas vaincue, mais même se développe, ont réussi à garder les armes, pourquoi Horthy & Co ne le réussiraient-ils pas. Friedrich est déjà allé en vain à Munich pour étudier l'Orgesch.³⁹ Mais indépendamment de cela, que ce soit selon l'exemple allemand ou dans un esprit authentiquement national, l'armée blanche va continuer à exister. Et c'est ainsi que toute « grande politique » a échoué : de Millerand⁴⁰ à Apponyi, tous se sont avérés impuissants face aux bandes de Prónay. Tant que celles-ci ne seront pas anéanties – et cela, le prolétariat le fera au cours de la révolution mondiale – il ne peut pas y avoir d'« ordre » en Hongrie. Un bouleversement comme en Bavière est une utopie : le grand capital de là-bas est protégé par ses relations avec l'Allemagne et encore par le fait que la révolution, plus brève et moins radicale, a peu ébranlé ses bases. Là-bas, ce sont les troupes de Noske qui ont rétabli l'ordre, et pas les gardes blancs locaux. Là-bas, après de brefs excès, la possibilité existait de créer un « état de droit » (tel donc que l'on n'y tue que les ouvriers et pas aussi les bourgeois). Le temps que cela va durer dépend du temps pendant lequel la force des faits maintiendra l'équilibre. L'« état de droit » bavarois peut lui aussi s'effondrer en un instant ; là-aussi, le Prónay local, Escherich et l'Orgesch peut entrer en conflit avec la révolution

³⁹ *Orgesch* : Abréviation de « Organisation Escherich », corps franc allemand d'extrême droite originaire de Bavière. (9 mai 1920-5 mai 1921).

⁴⁰ Alexandre Millerand (1859-1943), homme d'État français, président du Conseil du 20/01 au 23/09/1920, puis président de la République du 23/09/1920 au 11/06/1924.

– comment serait-il imaginable que la Hongrie puisse sans ce cadre prendre le chemin de la consolidation contrerévolutionnaire. Cela va pourrir jusqu'à tomber en ruines et ensevelira sous ses décombres la contrerévolution – alors redevenue unitaire – de Horthy à Pál Sándor et d'Apponyi à István Szabó de Nagyatád.⁴¹

4 novembre 1920.



⁴¹ **Pál Sándor** (1860-1936), député hongrois d'opposition libérale et démocratique. **István Szabó de Nagyatád** (1863-1924), président du Parti des petits agriculteurs, Ministre de l'Agriculture, promoteur d'une réforme agraire qui a été contrée par les grands propriétaires fonciers.

Qui spéculé ?

Selon le *Világosság* [La lumière] qui l'assure, la Russie soviétique spéculerait. Dans le dernier numéro du journal des déformateurs et calomniateurs Indépendants est parue la petite nouvelle suivante :

« *La Russie soviétique spéculé.* Dans le journal du conseil économique de Moscou, Lomov⁴² préconise de revivifier, de réorganiser certains secteurs de l'économie russe. Dans le monde entier règne une pénurie de matières premières, et en conséquence un besoin urgent de matières premières. Cette situation, la Russie devrait l'exploiter. Les industries du bois et du lin devraient poursuivre leur développement par un travail accru, afin que la Russie devienne le premier exportateur mondial de bois et de lin. On ne devrait pas craindre que la Russie se place ainsi dans un rapport avec l'Occident comparable à celui des colonies avec leur métropole. Bien au contraire : En raison de la force de son *monopole*, la Russie pourrait *exploiter* la situation de pénurie des pays souffrant du manque de matières premières et pourrait obtenir en échange de ses matières premières des produits industriels satisfaisants. »

On ne sait pas si l'on doit être indigné de l'ignorance ou de la malveillance. Savent-ils donc, ces bons messieurs (ou ne veulent-ils pas savoir) que lorsqu'un échange de marchandises commence entre la Russie soviétique et l'Europe capitaliste, *la « paix » signifie une nouvelle phase – plus dangereuse – de la lutte de classe.* Ils ne savent pas que les pays capitalistes occidentaux ne pensent pas à un début d'échanges économiques parce qu'ils ont besoin des matières premières de la Russie, qu'ils n'y pensent pas simplement parce qu'ils commencent à comprendre qu'ils n'arriveront à rien avec les généraux contrerévolutionnaires, mais principalement parce

⁴² Gueorgui Ippolitovitch Oppokov, alias Afanasi **Lomov** (1888-1937), dirigeant bolchevik, vice-président du Conseil économique suprême.

qu'ils espèrent ainsi civiliser la Russie, la « guérir de la maladie du bolchevisme » ? Pourtant, Lloyd George autrefois, quand il en a été question, a développé si clairement ce programme contrerévolutionnaire que – nous voulons maintenant dire quelque chose de grand – même Sándor Garbai⁴³ aurait pu le comprendre et qu'il aurait même été difficile à Zsigmond Kunfi lui-aussi d'interpréter ses paroles de travers. La Russie ne pourrait assurément pas – selon les Indépendants – se défendre de cette attaque. Elle devrait admettre que chaque demi-quintal de céréales qu'elle exporte et chaque machine à vapeur qu'elle importe *représente une propagande contrerévolutionnaire dont le ton couvre chaque mot et chaque écrit*. La Russie ne devrait pas organiser ses exportations de telle sorte que ce rapport soit inversé, que la Russie, sur la base de sa supériorité par l'exportation de matières premières *dicte* aux États capitalistes, l'importation ne devrait pas être organisée de telle sorte que les marchandises importées servent à la structuration de la *production sociale* (de telle sorte par exemple que les paysans soient éduqués par là à la production collective), que la nouvelle phase de la lutte de classes internationale commençant ensuite ne pourrait pas être utilisée pour la propagande révolutionnaire et pour le renforcement de la révolution. Selon les Indépendants en effet, « la » production (la production capitaliste) serait à la première place. Celle-ci devrait tout d'abord créer le monde ouvrier en Europe centrale et occidentale – au prix de tous les sacrifices et du renoncement à la révolution – pour la création de cette production, la Russie devrait consentir tous les sacrifices – y compris la mise en danger des bases de son existence. Et celui qui n'agit pas ainsi serait un aventurier sans conscience, s'il vit en Europe centrale et occidentale, quand la Russie agit de la

⁴³ Sándor Garbai (1879-1947), homme d'État hongrois, social-démocrate, président du directoire du Conseil révolutionnaire de gouvernement de la République Hongroise des Conseils.

sorte, elle spéculé. Mais les bureaucrates syndicaux allemands jaunes, Legien⁴⁴ et ses amis, qui voulaient, à partir du commerce avec la Russie gagner une provision *pour eux-mêmes*, ne sont assurément pas des spéculateurs, ils sont au contraire des « combattants » « sérieux » et « responsables » du mouvement ouvrier « révolutionnaire ».

Il y a un tel degré d'ignorance et d'incapacité à apprendre des enseignements et à en tirer des expériences qui – même s'il ne s'y ajoute aucune malveillance consciente – que c'est déjà, en soi, la trahison de la révolution. Cette ignorance est criarde à chaque ligne du *Világosság*. Particulièrement dans le dernier article de Vilmos Böhm (dont je ne veux à aucun prix prétendre qu'il ne serait pas plein de déformations et d'interprétations des faits malveillantes.) Cet article traite de la question de la révolution et de l'organisation. Le concept de révolution n'est présent que dans le titre, et dans le cerveau de Vilmos Böhm, il n'a pas pénétré *en dépit de la corrélation organique* entre organisation et révolution, en dépit de son long passé dans le mouvement ouvrier, en dépit des expériences de la révolution hongroise. Rosa Luxemburg a déjà tiré cette conséquence de l'enseignement de la première révolution russe : « La conception rigide et mécanique de la bureaucratie n'admet la lutte que comme résultat de l'organisation parvenue à un certain degré de sa force. L'évolution dialectique vivante, au contraire, fait naître l'organisation comme un produit de la lutte. »⁴⁵ Vilmos Böhm n'a rien appris de tout cela de son long passé. Oui, il ne suffit pas d'avoir usé de nombreuses culottes dans le mouvement, d'avoir mené nombre de combats personnels pour des places dans le syndicat, dans la bureaucratie du Parti – il faut, *pour avoir un passé*, être un révolutionnaire, un marxiste.

⁴⁴ Carl Legien (1861-1920), syndicaliste allemand

⁴⁵ Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicats*, § 6 in Rosa Luxemburg, Œuvres 1. Paris, Maspero, 1969.

Vilmos Böhm écrit donc entre autres que le manque de « forces qualifiées » a été un grand mal de la révolution. Celles-ci auraient été éloignés par les communistes. Je ne parle pas du mensonge conscient que recèle cette affirmation. À ce sujet, précisément, au début de la Commune, lorsque les communistes nommèrent Kelen⁴⁶ et Hevesi, des spécialistes, comme commissaires à la production dans les entreprises, c'est précisément le commissaire du peuple Böhm, alors socialisant, qui a protesté le plus fort là-contre, qui a exigé le plus vivement que les personnages les plus corrompus de la bureaucratie des métallurgistes, ses créatures, puissent prendre leur place. Abstraction totalement faite de cette calomnie, il nous jette à la tête une formulation de Trotsky, il le cite comme l'expression d'un homme qui voit la vérité que les communistes ne peuvent pas voir. Vilmos Böhm, dans son argumentation, oublie là-aussi tout simplement *le processus révolutionnaire*, rien de plus ! Il oublie un petit détail, c'est que Trotsky a prononcé ces paroles dans une phase de la révolution qui était beaucoup plus développée que ne l'était la hongroise, lorsque *le sabotage des spécialistes avait déjà été vaincu* lorsque l'on pouvait (après que leur résistance ouverte ou latente ait été déjà vaincue) commencer les mettre à nouveau au service de la production. Le petit mot *à nouveau* semble assurément être pour Böhm une subtilité verbale. Bien que derrière ce petit mot se cache le processus révolutionnaire : à savoir que les spécialistes employés de cette manière sont déjà plus ou moins *idéologiquement vaincus*. Et toute révolution est obligatoirement confrontée à cette résistance et à la nécessité de la réduire. Le spécialiste que la révolution « accepte » ou « confirme dans son emploi » ne va en effet pas servir la révolution, mais il va au contraire utiliser sa position pour du sabotage, pour préparer économiquement la contrerévolution.

⁴⁶ József Kelen (1892-1938), ingénieur en mécanique, frère d'Ottó Korvin.

Tant que les spécialistes ne comprennent pas qu'ils *ne peuvent trouver leur bonheur qu'au service du prolétariat* (ce qui ne signifie pas encore le moins du monde qu'ils soient devenus révolutionnaires), on ne peut pas attendre d'eux un travail efficace. La révolution hongroise n'a pas du tout entamé, *dès le début*, ce combat nécessaire – et on le doit à Böhm et à ses amis. C'est son ami Rónai qui a protégé les employés saboteurs du privé, c'est son ami Kunfi qui s'est farouchement déclaré pour la liberté de parole des journalistes qui, ouvertement ou sous cape, persiflaient sur la révolution, et c'est Böhm lui-même qui, au plan de l'organisation, a préparé et permis la contrerévolution des officiers d'active. Lorsqu'il était commissaire du peuple à la guerre, il a empêché le commencement de la formation pour les commandants dont le projet était déjà prêt, qui aurait été le seul moyen de compenser l'influence des officiers d'active ; en tant que commandant en chef de l'armée, il a sapé l'autorité des commissaires politiques, il a écarté ou tout au moins tenté d'écarter de l'armée tous les commandants d'opinion communiste, il a établi une classification dans l'armée qui augmentait la taille et l'influence des états-majors bien au-delà du nécessaire, avec des cadres qui n'étaient pas remplis (avec des brigades comportant deux ou trois bataillons).⁴⁷

L'éminent organisateur verse donc des larmes de crocodile, quand il dit que les l'élément désorganiseurs de la révolution prolétarienne avaient la prépondérance sur les éléments capables d'organiser. Il est possible qu'il en fût ainsi. Nous pensons que c'est inévitable dans la première phase de la dictature. Nous pensons que le processus de désorganisation doit, dans l'intérêt de l'édification à venir, aller très profond, que l'on doit inoculer de manière égale dans la conscience du

⁴⁷ Dans l'organisation militaire, une division est composée d'au moins deux brigades, elles-mêmes composée d'au moins deux bataillons.

prolétariat et de la bourgeoisie la conviction que *tous les ponts ont sauté, qu'il n'y a plus de retour possible dans la société bourgeoise*. Nous pensons en effet – et c'est ce que montrent de nombreux exemples de la domination blanche – que l'une des grandes erreurs de la dictature hongroise du prolétariat résidait là : *elle n'a pas suffisamment désorganisé la société bourgeoise*. Que le « rétablissement de l'ordre » – tout au moins partiellement – ait été possible, la cause en sont les amis de Vilmos Böhm, les éminents « organisateurs » de la bureaucratie syndicale, avec Monsieur Peyer à leur tête. Oui, parfaitement, aujourd'hui aussi, nous le disons : la dictature hongroise du prolétariat a commencé à « construire » trop tôt et trop superficiellement. Elle n'a pas suffisamment pris en considération *la réalité de la lutte des classes et de la conscience de classe*, la transition entre le capitalisme et la dictature du prolétariat lui a semblé trop facile.

Mais même ce peu de *travail révolutionnaire d'organisation* avait de grands ennemis : les désorganiseurs de la révolution, Vilmos Böhm et ses amis. Si son pouvoir bien docile de mémoire le laisse ici en plan, attirons son attention sur le fait que c'est précisément lui, très personnellement, qui a fait obstacle à l'organisation de l'approvisionnement en denrées alimentaires, non seulement en tolérant l'accaparement dans l'armée, mais en la *portant* même carrément *au niveau d'une institution*. Sur de tels faits désagréables, l'éminent organisateur se tait, naturellement. Il croit, par des accusations courageuses, mais creuses, pouvoir détourner l'attention de ce qu'il a commis contre la révolution. Il croit que le mensonge et la calomnie sont aujourd'hui encore des armes tout autant irrésistibles qu'à l'époque où lui et ses amis étaient les seigneurs du mouvement ouvrier avec droit de vie et de mort. Il se plaint ainsi – avec la perfidie habituelle – de ce que « la nouvelle génération de dirigeants ne se soit pas encore

développée ». Comme s'il ne savait pas très bien que ce sont précisément lui et ses amis qui, exclurent du mouvement ouvrier tous ceux, à commencer par Ervin Szabó,⁴⁸ chez lesquels ils soupçonnaient ne serait-ce qu'une étincelle de talent, d'autonomie.

Mais il y a sans doute assez d'exemples.

Il y en a seulement encore un que nous devons évoquer – aussi désagréable que cela soit pour le *Világosság* – nous considérons les événements historiquement, et pour toute formulation, nous prenons en compte quand et dans quelles circonstances elle a été émise. De même que nous l'avons fait pour Trotsky, nous le faisons aussi pour Vilmos Böhm. Et il nous faut constater que Vilmos Böhm, au contraire des diatribes baveuses de Kunfi et des dernières expectorations de Rónai, cherche à adopter un ton convenable qui garde un semblant d'objectivité. Et nous posons la question : que s'est-il passé en même temps que ce changement de ton ? (Même Kunfi, dans le dernier numéro du *Világosság* n'écrit qu'une élégie.) Il s'est passé que Wrangel a été battu, que Petlioura va clairement, sous peu, être dans des difficultés, que la politique française de guerre a subi une défaite sous l'effet de ces événements etc. Vilmos Böhm écrit donc aujourd'hui comme s'il était, « pour l'essentiel un communiste authentique, mais qui dans la « méthode » serait « plus mûr et plus raisonnable » que les « aventuristes » communistes. On peut le tourner dans un sens ou dans un autre. Si une nouvelle vague révolutionnaire commence, – Vilmos Böhm sur la base de son article, pourrait y participer (au moins, c'est ce qu'il pense). Mais si la contre-révolution gagne – alors il y a à la fin de son article un chant de louanges sur l'opportunisme autrichien en tant que

⁴⁸ **Ervin Szabó** (1877-1918) intellectuel marxiste, bibliothécaire, théoricien du syndicalisme libertaire. Ses disciples, dont Lukács, entrèrent tous dans le parti communiste.

« travail socialiste révolutionnaire ». Nous posons donc modestement la question au *Világosság* après cette constatation des faits : Qui spéculé ? Est-ce la Russie Soviétique ou les Indépendants hongrois ?

25 novembre 1920



Madame Général Bodó.

Derrière ce nom magyarisé se cache le commissaire du peuple Vilmos Böhm, le commandant en chef de l'Armée rouge. Il s'agit là en effet de cette Mme Bodó *qui, selon le proverbe, parle toujours d'autre chose lorsqu'on l'interroge sur le prix du vin*. Et cet *autre chose* comprend tout ce qu'il y a en ce monde, principalement les soupçons et les calomnies savamment placés. Et le prix du vin, c'est la responsabilité dans la chute de la dictature du prolétariat en Hongrie – c'est une *trahison* évidente . Quand il s'agit de cela, les Indépendants parlent de tout dans le monde. Ils parlent du passé, du présent, du futur, de Trotsky à Jászi,⁴⁹ ils citent toutes les autorités possibles, mais ils ne parlent pas de ce dont il s'agit. Sur qui, dans le domaine de son ressort et selon ses capacités a mené la dictature vers sa chute.

Mme Bodó Vilmos Böhm est responsable de la désorganisation de l'Armée rouge, *de ce que celle-ci n'a à aucun moment été une armée de classe prolétarienne comme elle aurait pu l'être avec le degré de développement de la conscience de classe du prolétariat hongrois*. Il évite les faits et avec eux les responsabilités – avec une tactique indépendante éprouvée – en énumérant une masse de « faits » et de « témoins » qui certes n'ont rien à voir avec l'essence de la question, mais dans lesquels la question elle-même disparaît complètement pour le lecteur non averti, et Mme Bodó non seulement échappe à la réponse qu'il aurait été embarrassant de donner à la question, mais elle peut même se présenter comme l'organisatrice

⁴⁹ Oszkár **Jászi** (1875-1957) spécialiste des sciences sociales, membre du Conseil national hongrois lors de la révolution des Asters, ministre sans portefeuille du gouvernement Károlyi. Exilé lors de la Commune. Hostile à Horthy.

éminente de la révolution prolétarienne. Regardons simplement ces faits.

Tout d'abord, notre amie Mme Bodó ne dit pas un mot de la question des commissaires politiques. Nous l'avons en effet accusé, et nous le faisons aujourd'hui encore, d'avoir restreint le rayon d'action des commissaires politiques, de leur avoir enlevé leur droit de contrôle et d'*intervention* sur les officiers, ce qui a empêché l'esprit prolétarien de pénétrer dans l'armée, ce par *quoi il a exposé les troupes à l'influence illimitée des officiers d'active*. (Il faut ici traiter d'un des « faits ». Selon Böhm, l'approvisionnement de l'armée en journaux et en littérature de propagande était mauvais – par la faute du commissariat du peuple à l'instruction publique. Sans vouloir m'exonérer des erreurs que j'ai commises, j'affirme de ma propre pratique de commissaire politique que la principale faute ici incombe aux protégés de Böhm, les officiers d'état-major. Lorsque la littérature arrivait à l'état-major de la division, le corps des officiers *sabotait délibérément* sa diffusion. Lorsque les commissaires politiques ont déjoué ce sabotage, le même jeu s'est poursuivi au niveau de la brigade, du régiment etc. Pour que la propagande puisse s'exercer *à tous les niveaux*, il aurait été nécessaire que les commissaires politiques aient *du pouvoir*. Et à ce sujet, Böhm garde sagement le silence dans son article.

Sur la question des officiers d'active, Mme Bodó Vilmos Böhm s'en sort élégamment, après avoir présenté la chose dans une phrase habilement placée entre parenthèses, comme si les Russes avaient fait la même chose que lui. Malgré cela, il y aurait là aussi quelques faits à rétablir. Pourquoi par exemple, les officiers de réserve talentueux aux sentiments communistes, voire sociaux-démocrates au sein de l'Armée rouge ont-ils été persécutés ? Pourquoi par exemple le mess séparé des officiers a-t-il été maintenu ? Pourquoi par exemple les cadres

ont-ils été créés de manière à nécessiter autant d'officiers d'active que possible ? Arrêtons-nous un instant sur cette question – même si elle est désagréable pour Böhm – car elle est très étroitement liée à celle du *ravitaillement*. Dans l'Armée rouge, il y avait, par exemple, de très nombreuses brigades où le nombre de fusils aurait tout au plus suffi pour un bataillon ordinaire, et pour la plupart ne dépassait pas du tout ce qui aurait été nécessaire pour un régiment. Pourquoi ? Parce que de cette manière, on pouvait constituer un état-major de régiment, un état-major de brigade, etc. on pouvait caser un grand nombre d'officiers d'active, et on pouvait mettre hors-jeu les commissaires politiques les plus inexpérimentés avec une gestion de cas inutilement complexifiée, etc. *À cet état de fait, Böhm n'a pas voulu remédier*. Le Commissariat du Peuple, décrié comme incapable ; a en effet promis de lever 100 bataillons et 30 % de ravitaillement, *et il a tenu cette promesse*. Au lieu d'utiliser effectivement ce ravitaillement comme ravitaillement, le haut-commandement de l'armée *a formé de nouveaux bataillons afin de pouvoir y caser de nouveaux officiers d'active*, cependant que les anciens bataillons avec tout leur état-major ont été laissés à l'abandon avec le manque de ravitaillement et par le sabotage évoqué ci-dessus, ont été réduits d'environ la moitié.

De la même manière, en ce qui concerne le cas des formations pour les commandants prolétariens, Böhm essaie d'échapper à la véritable constatation des faits dans les tourbillons de poussière soulevés par les « faits ». La formation pour les commandants a en effet été évoquée tout d'abord au conseil de soldats, et le projet a échoué en raison de l'opposition du ministre de la Guerre de l'époque (Vilmos Böhm). Pendant la dictature, la formation a été prévue malgré tous les troubles. Il est possible que Böhm ait signé le projet, mais il est certain que le projet a été achevé sous le régime de Szántó-Szamuely-

Pogány.⁵⁰ Mais sur ce sujet, Mme Bodó Vilmos Böhm passe sous silence qu'il a envoyé au front comme commandant de division le commandant choisi pour la formation de commandant. Il passe sous silence *que le haut-commandement a saboté l'ordre qui désignait des prolétaires du front pour la formation de commandant*. C'est en vain que le Commissariat du Peuple à la guerre a insisté, l'appel n'est même pas parvenu jusqu'aux corps de troupes. (Je le sais par expérience personnelle concernant la 5^{ème} Division.) Mais dès que Jenő Landler est devenu commandant en chef de l'armée – quel merveilleux hasard – il y a eu immédiatement des convocations à la formation de commandants et l'enseignement a immédiatement commencé. Sur ce sujet aussi, notre amie Mme Bodó passe sous silence – ou elle parle d'autre chose – que *l'ancien classement* du corps des officiers a été maintenu. Ainsi, sous le régime de Böhm, c'est en vain qu'il y aurait eu de la formation de commandant, il n'aurait pas été possible de placer des commandants prolétariens.

Mais cela suffit peut-être. On pourrait remplir des volumes avec *ce que Vilmos Böhm passe sous silence*. Il passe sous silence l'effet démoralisateur des colis de 20 kg qui pouvaient être emportés du front. Il passe sous silence qu'il n'a pas envoyé sur le front tchèque les deux meilleures divisions (la quatrième et la sixième) sous le prétexte de l'attaque française qu'il a inventée ; que la 1^{ère} Division a lancé l'attaque sur Miskolc avec des forces insuffisantes ; qu'il a saboté le plan de l'attaque en trois divisions à Salgotarján⁵¹ et a ainsi donné aux Tchèques un répit de deux semaines. Il garde le silence sur le fait qu'il a attisé les antagonismes entre les bataillons ouvriers et paysans

⁵⁰ Béla Szántó (1881-1951) communiste, commissaire du peuple à la défense. Tibor Szamuely (1890-1919) communiste, commissaire aux affaires militaires chargé de la répression des activités contre-révolutionnaires.

⁵¹ Miskolc, Salgotarján: localités au Nord-est et nord de la Hongrie

afin de disposer de troupes auxquelles il pourrait faire confiance pour sa dictature personnelle etc. etc.

Mais cela suffit vraiment. Quiconque connaît un tant soit peu l'histoire de la dictature ne peut pas se laisser égarer par les explications de Mme Bodó. C'est en vain qu'il cite des « faits », ceux-ci ne prouvent pas ce qu'il veut prouver, et ce qui est une preuve contre lui, c'est en réalité un fait : *toute l'histoire de l'effondrement*. C'est en vain que Mme Bodó parle pas chose nous l'interrogerons – toujours sur le prix du vin – *sur la trahison* !

30 décembre 1920.



La crise hongroise se consolide.

Ces derniers jours, la « consolidation » hongroise a été à nouveau placée sous le signe des crises. L'indignation suscitée par les événements de Debrecen⁵² n'était même pas apaisée, qu'à Budapest, on proférait déjà partout des déclarations de guerre du peuple en éveil contre la presse destructrice ; la fête du 15 mars⁵³ a provoqué un débat bilatéral sur la question de la liberté de la presse, dans lequel les deux côtés prétendaient être les gardiens dévoués de la liberté de la presse et voyait dans l'oppression de l'autre l'opportunité de réaliser la « vraie » liberté. La dernière réunion du Parti des petits paysans, où l'on a pu entendre des discours féroces et amers contre le gouvernement, contre l'ensemble de l'ordre qui règne aujourd'hui, est pourtant plus importante que toutes ces crises ; la question de la libre circulation des céréales, de la réquisition et de la répartition des terres a ressurgi (en relation avec l'occupation du poste de ministre de l'Intérieur par un petit agriculteur) – et le gouvernement a reçu un ultimatum jusqu'au 15 avril pour régler ces questions, au moins en principe.

Dans toutes ces crises, ce qu'il y a de plus intéressant et de plus remarquable, c'est la façon dont les oppositions internes des classes dirigeantes hongroises perdent de plus en plus leurs masques idéologiques, comment l'irréconciliable antagonisme de classes entre elles qui est si aigu que déjà, il se dirige presque vers une guerre de classes ouverte, est de plus en plus clairement visible. Mais plus intéressant encore est de voir comment cette aggravation est à nouveau forcée vers des formes « parlementaires », comment ces crises vont être

⁵² Debrecen, ville de l'est de la Hongrie, chef-lieu de la région de Tiszántúl. Son évêque calviniste, Dezső Baltazar, est considéré comme libéral et philosémite. Le 22 janvier 1921, son grand temple a été profané, souillé.

⁵³ Le 15 mars, les Hongrois commémorent la révolution de 1848-49

« résolues ». Mais ces solutions, parce qu'elles ne sont pas des solutions aux antagonismes de classes – qui eux-mêmes ne pourraient être résolus que par une parole du pouvoir, simplement par la guerre des classes – ne peuvent aboutir à autre chose que de rendre la crise durable, permanente.

Le scandale Baltazár à Debrecen avait encore un fort caractère idéologique, c'était un heurt entre catholiques et protestants. Cependant, à y regarder de plus près, on peut voir là-aussi, dans tous les voiles idéologiques, de grands trous qui recouvrent le cœur du problème. D'une part, il est caractéristique que les groupes qui ont manifesté pour et contre Baltazár s'identifient pour la plus grande part aux deux partis au pouvoir, et que le Parti des petits paysans se soit en majorité placé derrière Baltazár. Derrière le fait encore idéologique qu'ils luttent aux côtés de Baltazár et de ses amis au nom de la « protection des libertés publiques » et contre ceux qui parlent au nom de la « consolidation de la Hongrie chrétienne », se cachent *les véritables antagonismes de classe* des petits paysans réformés de la région de Tiszántúl qui relèvent la tête contre le terrorisme des couches petites-bourgeoises parasites de Budapest.

Le 15 mars, des antagonismes de classe encore plus réels – cette fois petits-bourgeois urbains – sont apparus : les couches parasites de l'ancien ordre bourgeois, de la société capitaliste dite normale (d'avant-guerre), s'opposaient aux tenants du cours nouveau. Le caractère mensonger et superficiel de l'idéologie s'est révélé de la manière la plus évidente lorsque finalement le conflit a culminé dans la lutte entre deux grandes entreprises de presse, le trust *Est* [le soir] et le *Központi Sajtóvállalat* [Société Centrale de Presse]. La lutte idéologique signifie là une lutte à mort entre deux groupes urbains bourgeois et petites bourgeois – luttant pour les mêmes avantages. Les deux ne peuvent pas vivre ensemble dans la

Hongrie mutilée. Les rêves impérialistes doivent tout d'abord être abandonnés. La lutte à mort entre le libéralisme et l'ordre chrétien pour les prébendes des privilèges vient donc de commencer. Mais l'idéologie a déjà ici un rôle spécifique. Elle n'est plus seulement une couverture pour les intérêts de classe, mais *elle est l'intérêt de classe lui-même : ces classes peuvent tirer leur position privilégiée de l'idéologie, à l'aide de l'idéologie*. La victoire de l'idéologie leur assure donc en même temps la satisfaction des besoins matériels.

L'ultimatum des petits paysans est bien plus important que tous ces heurts. La partie purement politique – la question de la nomination du ministre de l'Intérieur – peut encore relativement facilement trouver une solution. Même s'il est de notoriété publique que toutes les perspectives et résultats des élections dépendent de ce poste. Mais ici, le rôle d'équilibre du poste de secrétaire d'État pourrait – sans doute – être utilisé pour trouver la « formule » par laquelle la crise pourrait être atténuée.

Sur la question de la réforme agraire et de la libre circulation des céréales, la crise est beaucoup plus sérieuse. Sur le premier sujet, un député très à droite du Parti des petits paysans, István Szabó de Sokorópátka ⁵⁴ s'est exprimé à l'Assemblée nationale. Il a révélé que le gouvernement faisait tout son possible pour saboter la réforme foncière. « Il y a des cliques qui travaillent », dit-il, « pour que les propriétaires fonciers ne cèdent aucune terre ». « S'ils en débloquent un peu, ils demanderont un prix tel que le prix d'une acre soit de 160.000 couronnes. Et les parcelles ainsi offertes ne pourront pas être cultivées normalement » Le mécontentement va encore s'accroître du fait les grands propriétaires donnent massivement congé aux petits locataires. Sur 600 petits locataires, seuls 274 sont restés titulaires d'un bail, et les baux ont été

⁵⁴ István Szabó de Sokorópátka (1878-1938)

retirés aux autres. Le *Galicien rouge* aura donc eu raison, lui qui disait que la révolution devait conquérir les paysans. Ces mesures constituent le meilleur moyen d'y parvenir.

Ce discours est une preuve évidente de la forte pression que les masses de petits paysans exercent sur leur parti afin de faire valoir leurs intérêts de classe. L'expression la plus nette en est l'ultimatum que le Parti des petits paysans a adressé au gouvernement, avec une date d'expiration fixée au 15 avril, au cœur duquel il y a la question de la *libre circulation des céréales*.

La question est ainsi vraiment exacerbée. Le Premier ministre Teleki ⁵⁵ a été dû admettre publiquement que les réquisitions n'ont pas eu les résultats escomptés, que le gouvernement sera donc contraint *d'importer des céréales de l'étranger*. Le véritable résultat des réquisitions est donc le conflit de la paysannerie avec le cours. Ils n'ont pas reçu de céréales. Mais le paysan, avec l'aide duquel la dictature du prolétariat a été renversée, présente ses revendications : la fin des réquisitions, la libre circulation des céréales. Ce souhait, le cours ne peut pas l'exaucer s'il ne veut pas abandonner complètement la petite bourgeoisie urbaine, qui est la véritable base de son pouvoir. Il faut assurément fournir des vivres, que la réquisition réussisse ou non, qu'il y renonce éventuellement pour écarter la pression des paysans. Mais cet approvisionnement, si les céréales doivent être importées entièrement de l'étranger ou si les paysans doivent être payés aux prix de libre circulation, ne peut qu'accélérer la faillite financière du cours. À cela s'ajoute encore qu'une nouvelle baisse catastrophique du niveau de vie du monde ouvrier ne présenterait pas de petit danger pour le cours.

⁵⁵ Pál Teleki, (1879-1941) premier ministre du Royaume de Hongrie, du 19 juillet 1920 au 14 avril 1921.

La question posée là est donc insoluble, le cours est confronté à une véritable crise : le conflit d'intérêts qui oppose la petite bourgeoisie urbaine et les paysans à la petite propriété foncière. Certes : aussi aiguë que soit cette crise, aussi insoluble soit-elle, peu importe à quel point seule la parole de pouvoir de la lutte des classes peut réellement en décider en faveur d'une classe (mais d'une manière qui implique l'exploitation et l'oppression économiques de l'autre), ce conflit ne devrait guère avoir lieu. Vu d'un espace vide, dans la perspective de la fin de l'année 1919, la crise devrait y mener. Mais qu'elle n'y mènera pas, *le prolétariat en est la cause*.

La grève des imprimeurs, les mouvements des métallurgistes, etc. ont montré que le monde ouvrier s'est déjà réveillé de l'engourdissement dans laquelle il avait été plongé par la chute de la dictature du prolétariat et la fureur de la terreur blanche, et qu'il recommence à mener sa lutte de classes. Il s'est avéré que l'unification des classes oppressives ne peut être atteinte *sans restriction* qu'au prix d'une baisse du niveau de vie du monde ouvrier, qu'en dépit de toute terreur blanche, en dépit de toute manifestation des Prónay-Osztenburg, le monde ouvrier peut et veut donc aussi défendre ses besoins vitaux. Mais c'est précisément cette prise de conscience qui empêche la lutte des classes contrerévolutionnaires entre elles de dégénérer en une lutte de classe ouverte. Ils savent très bien que de cette lutte ne peut qu'aller de pair avec un relâchement de la pression sur le monde ouvrier – et personne aujourd'hui ne peut prévoir quelles conséquences un tel assouplissement du système du cours pourrait avoir du point de vue du réveil de l'activité du monde ouvrier. Cette prise de conscience paralyse la détermination « oppositionnelle » des petits agriculteurs. Eux-aussi veulent également faire valoir leurs intérêts de classe *au sein du cours*. Et même s'ils sentent qu'en se soumettant ainsi sans condition aux intérêts vitaux du cours, ils s'abandon-

ment à la classe dirigeante du cours, ils sont obligés ici de faire des compromis. C'est pourquoi chaque intervention d'István Szabó de Nagyatád est si hésitante. C'est pourquoi les petits agriculteurs ont voté pour le projet de loi sur la « protection la plus efficace » ; c'est pourquoi le rôle d'opposition de Drózdy et de ses collègues n'était qu'une simple comédie . C'est en vain que dans une de ses interventions, Lajos Szilágyi ⁵⁶ a averti Drózdy que la nouvelle loi pourrait également être appliquée contre lui, *les petits agriculteurs ne peuvent pas empêcher la loi elle-même - et ils ne veulent pas le faire.*

Mais cette crise elle-aussi sera d'une manière ou d'une autre résolue. On va trouver, selon la bonne vieille coutume hongroise, la « formule » permettant l'unification. *Mais cette conciliation signifie la consolidation de la crise* dont – au sein de la société civile – il n'existe aucune issue. La simple existence du prolétariat empêche le règlement du conflit issu de la crise. La lutte de classe du prolétariat apportera alors – sous une forme qu'ils n'espèrent pas ni ne souhaitent – la véritable solution de la crise.

24 mars 1921



⁵⁶ Lajos Szilágyi (1882–?) propriétaire foncier, député légitimiste.

Table des matières

La fête est gâchée.....	5
La terreur blanche et les indépendants.	11
La tentative de consolidation.	23
Qui spéculé ?.....	32
Madame Général Bodó.	40
La crise hongroise se consolide.....	45

